



Groupe Travail Désertification

12 rue du courreau, 34380 Viois-le-Fort, France
+33 (0)4 67 55 61 18 | www.gtdesertification.org

Communication de Patrice Burger (président du CARI) au dialogue avec le SPI le 12 septembre 2023 à Agropolis International – Montpellier – France

FRANÇAIS (langue d'origine)

Je suis très heureux de pouvoir m'exprimer ici et aussi dire merci au SPI d'avoir répondu à l'invitation et venir à la rencontre initiée par le CSFD et que nous avons soutenue

Permettez-moi de rappeler, et cette rencontre en est une illustration, qu'en matière de désertification et de convention, **il existe en France une concertation rapprochée**, chacun dans sa mission, des organisations de la société civile dédiées via le CARI, le groupe de travail désertification, des scientifiques via le comité scientifique désertification et des pouvoirs publics français en charge de ce sujet (Agence Française de Développement, Ministère des affaires étrangères, ministère de l'environnement depuis les années 2000). C'est d'ailleurs dans cette formation qu'est suivie la mise en œuvre de la CNULD

L'ONG CARI parmi les organisations de la société civile (OSC) impliquées dès la naissance de la Convention a établi des liens de collaboration pionniers avec les secrétaires exécutifs successifs Arba Diallo, Luc Gnacadja, Monique Barbut, et qui se poursuit avec Ibrahim Thiaw : à titre d'exemple une publication lors de COP 2003 à Cuba intitulée « désertification et société civile, repères pour comprendre et agir » a été bien utile pour tous les délégués pays en l'absence d'autres documents à cette période. Autre exemple, l'initiative du CARI dès 1996 de réunir des OSCs méditerranéennes à Montpellier sur ce sujet et en 2006 de lancer le sommet international multi-acteurs Desertif'Actions qui a tenu sa cinquième édition en 2022 et réuni 50 nationalités ici à Montpellier, (après celles de Ouagadougou en 2019 et de Strasbourg en 2017) et toujours mené en partenariat avec la CNULD, le CSFD, l'OSS et des acteurs de la société civile (SC). **C'est dire notre engagement précoce.**

Durant des années, nous avons été confrontés dans notre plaidoyer sur la désertification avec une méconnaissance de la convention, et des imageries très occidentales du rêve exotique de désert et de palmiers qui n'avait que peu à voir avec la dégradation des terres et ses conséquences en termes de développement. Nous étions en attente d'arguments en provenance du CST permettant de définir un tant soit peu les limites de validité de la désertification et des modalités de lutte contre la désertification ; à travers les essais successifs et infructueux de la convention d'un groupe d'experts, de conférences scientifiques, etc...nous avons été de ceux qui ont fortement milités pour la création d'un panel scientifique spécifique, mais doté d'une **dimension d'interface science politique à laquelle nous attachons énormément d'importance**

En parallèle, nous avons mobilisé pour **la création d'un autre panel représentatif de la société civile** dont 600 OSCs étaient accréditées. Il fut acté à Buenos Aires en



2009, renforcé dans son mandat et sa composition depuis, et ayant pu fournir des représentants de la SC au comité du fonds LDN, au groupe intergouvernemental sur la sécheresse, au SPI et qui anime aussi le segment des sessions de dialogue ouvert dans l'agenda des COP.

Quatre délégués de ce panel se sont succédé au SPI ; Marioldy Sanchez de AIDER au Pérou, Nathalie Van Haren de Both ENDS aux Pays Bas, Noel Oettle de EMG en Afrique du Sud - tous issus du réseau Drynet - et actuellement Jiajia Luo de China Green Foundation en Chine. Nous avons travaillé à renforcer les critères de désignation de ces délégués. Je suis très fier de pouvoir vous annoncer que l'actuel processus est arrivé à son terme hier, et que Manon Albagnac de mon organisation CARI vient d'être élue au SPI pour le biennium à venir après la prochaine COP. **Il ne s'agit pas pour nous d'une participation de représentation, mais de contribution en substance à partir d'éléments que seule la société civile peut fournir.**

La participation de la société civile est un élément crucial de la mise en œuvre de la convention et de la lutte contre la désertification à l'échelle la plus fine maille des territoires et des populations. La SC est à la fois demandeuse d'éléments scientifiques et techniques, mais aussi pourvoyeuse d'une expertise inégalée issue du terrain et des contextes. **A cet égard nous ne saurions trop recommander des concertations régulières à inventer entre OSCs et SPI notamment lors de COP, CRIC et autres.**

Selon le dernier rapport du PRAIS portant sur 116 pays via l'observation de quatre indicateurs de l'objectif stratégique 1, la dégradation des terres continue de s'accélérer au niveau global et pour ces pays la proportion des terres dégradées est passée de 14.7 % dans la période 2000 à 2015 à 18.9 % dans la période 2015 à 2019. Ce qui signifie que les efforts entrepris dans le cadre de la Convention et dans les pays partis n'ont pas été capables d'inverser la tendance. Nous sommes collectivement en échec. Au contraire il semble y avoir une accélération sous la vélocité du réchauffement climatique. Comme un des points faibles, il apparaît que la Neutralité en matière de dégradation des terres n'apparaît pas comme un objectif dans la plupart des politiques sectorielles liées à l'eau, à l'agriculture, à la foresterie. **Ce chantier est à investir d'urgence et le SPI doit y jouer un rôle moteur**

Hier, ici même, un atelier sur les politiques foncières et la mise en œuvre des Lignes directrices volontaires de la Gestion Durable des Terres (GDT) en vue de la neutralité a confirmé que le concept de Neutralité en matière de Dégradation des Terres (NDT) n'a pas percolé comme prévu dans ce domaine. Il est ressorti de nos débats qu'une approche visant plus largement les « communs » qui fondent en réalité des modes de vie des populations, soit plus concrète et évocatrice et donc plus porteuse. A titre d'exemple, l'initiative continentale de la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel pourrait constituer une application à l'échelle de cette approche. **Le SPI pourrait s'y pencher.**

La CNULD est le seul accord international juridiquement contraignant liant l'environnement et le développement à la gestion durable des terres. Il faut être lucide et conscient du fait que la catastrophe environnementale mondiale actuelle est entièrement causée par l'homme et que, pour que des solutions viables y soient apportées, il faut également impliquer pleinement les gens, ce qui nécessite à son tour une compréhension éclairée de la façon dont les gens et leurs sociétés fonctionnent



et peuvent modifier la manière dont elles utilisent et abusent des ressources naturelles de la planète. **Dans ce contexte le SPI doit acquérir les compétences nécessaires pour faire face à la complexité du côté humain de l'équation.**

A ce stade, le groupe de scientifiques invités à rejoindre SPI se concentre principalement sur les éléments environnementaux de l'écosystème (sols, utilisation des terres, sécheresse, etc.). Il est donc **nécessaire que le SPI soit également composé d'experts en développement, dotés d'une expertise en matière de genre ; Droits humains ; Populations indigènes ; Changement comportemental et transformateur ; Sociologie ; Anthropologie ; Gouvernance ; et sciences politiques.**

Concernant le concept de neutralité, les indicateurs de couverture des sols, productivité et séquestration de carbone ont été politiquement inspirés par analogie avec les indicateurs du climat. Mais ils sont trop exclusivement bio-physiques pour pouvoir rendre compte de la pleine dimension de la neutralité **telle qu'elle doit s'inscrire dans la convention désertification en termes de développement.**

On peut regretter que ces indicateurs tendent à être interprétés pour leur dimension de compensation et faire tendre vers la restauration des terres et ses opérateurs spécifiques voire opportunistes, au détriment des deux autres niveaux d'action que sont l'évitement et la réduction de la dégradation dont le potentiel d'atteinte de la neutralité par les petits agriculteurs est déterminant et largement plus immédiatement profitable au développement. **Une des missions du SPI devrait consister à l'équilibrage des efforts et l'analyse de leur rapport coût bénéfice respectif**

Enfin concernant les sols, les sécheresses et les inondations qui sévissent partout dans le monde et qui ont meurtri de nombreux pays européens ces derniers mois, ils mettent en évidence les erreurs de gestion des sols en termes de structures, de texture et de densité et qui affectent leurs capacités de filtration, de perméabilité, de stockage de l'eau et qui à leur tour affectent leur productivité et leur vulnérabilité. Les temps changent et l'urgence de la transition agricole s'accroît. Dans ce contexte les plus récents travaux sur l'agroécologie tendent à démontrer via des outils comme TAPE (FAO) ou le guide méthodologique édité par le GTAE ou la méthode AVACLIM, que les approches agroécologiques y compris leur dimension humaine, sont de nature à offrir une plus grande résistance aux aléas climatiques. **L'agroécologie mérite une plus grande attention du SPI en tant qu'un des outils privilégiés pour l'atteinte de la neutralité.**



Communication from Patrice Burger (President of CARI) at the dialogue with SPI on 12 September 2023 at Agropolis International - Montpellier - France

Traduction anglais (deep translation)

I am very pleased to be able to speak here and also to say thank you to the SPI for responding to the invitation and coming to the meeting initiated by the CSFD and which we supported.

Allow me to remind you, and this meeting is an illustration of this, that when it comes to desertification and the Convention, in France there is close cooperation, each in their own role, between dedicated civil society organisations via the CARI, the desertification working group (GTD), scientists via the Scientific Committee on Desertification (CSFD) and the French public authorities in charge of this subject (Agence Française de Développement, Ministry of Foreign Affairs, Ministry of the Environment since the 2000s. It is in this context that the implementation of the UNCCD is monitored.

Among the CSOs involved from the inception of the Convention, the NGO CARI has established pioneering collaborative links with successive executive secretaries Arba Diallo, Luc Gnacadja and Monique Barbut, which continue with Ibrahim Thiaw: for example, a publication at the COP 2003 in CUBA entitled "Desertification and civil society, benchmarks for understanding and action" was very useful for all the country in the absence of other documents at the time. Another example is CARI's initiative in 1996 to bring together Mediterranean CSOs in Montpellier to discuss this issue, and in 2006 to launch the international multi-stakeholder summit DesertifActions, which held its fifth edition in 2022 and brought together 50 nationalities here in Montpellier (after those in Ouagadougou in 2019 and Strasbourg in 2017), always conducted in partnership with the UNCCD, the CSFD, the OSS and CS players. That shows our early commitment.

For years, in our advocacy on desertification, we were confronted with a lack of knowledge of the Convention, and very Western images of the exotic dream of deserts and palm trees that had little to do with land degradation and its consequences in terms of development. We were waiting for arguments from the CST that would make it possible to define the limits of validity of desertification and the methods of combating desertification; through successive unsuccessful attempts by the Convention to set up a group of experts, scientific conferences, etc., we were among those who campaigned strongly for the creation of a specific scientific panel, but one with a science-policy interface dimension to which we attached great importance.

At the same time, we campaigned for the creation of another panel representing civil society, with 600 accredited organisations. It was set up in Buenos Aires in 2009, and since then its mandate and membership have been strengthened, and it has been able to provide CS representatives to the LDN Fund Committee, the Intergovernmental Group on Drought and the SPI, as well as leading the open dialogue sessions segment of the COP agenda.



Four delegates from this panel have taken turns at the SPI: Marioldy Sanchez from AIDER in Peru, Nathalie Van Haren from Both ENds in the Netherlands, Noel Oettle from EMG in South Africa - all from the Drynet network - and currently Jiajia Luo from China. We have been working to strengthen the criteria for appointing these delegates. I am very proud to be able to announce that the current process came to an end yesterday, and that Manon Albagnac from my organisation CARI has just been elected to the SPI for the next biennium after the next COP. For us, participation is not about representation, but about making a substantive contribution based on elements that only civil society can provide.

The participation of civil society is a crucial element in the implementation of the Convention and the fight against desertification at the finest scale of territories and populations. The CS is both in demand of scientific and technical elements, but also a provider of unequalled expertise from the field and contexts. In this respect, we cannot recommend enough that CSOs and IPSs work together on a regular basis, particularly at COPs, CRICs and other events.

According to the latest PRAIS report on 116 countries, based on observation of the four indicators of strategic objective 1, land degradation continues to accelerate at global level, and for these countries the proportion of degraded land has risen from 14.7% in the period 2000 to 2015 to 18.9% in the period 2015 to 2019. This means that the efforts undertaken within the framework of the Convention and in the country parties have not been able to reverse the trend. We have collectively failed. On the contrary, the speed of global warming seems to be accelerating. One of the weak points is that neutrality in terms of land degradation does not appear to be an objective in most sectoral policies relating to water, agriculture and forestry. There is an urgent need to invest in this area, and the SPI must play a leading role.

Yesterday, in this very room, a workshop on land tenure policies and the implementation of the voluntary guidelines for SLM with a view to neutrality, confirmed that the concept of LDN has not percolated as expected in this field. It emerged from our debates that an approach focusing more broadly on the "commons", which in reality underpin people's lifestyles, would be more concrete and evocative and therefore more promising. By way of example, the Great Green Wall of the Sahara and Sahel initiative could be a large-scale application of this approach. The SPI could look into this.

The UNCCD is the only legally binding international agreement linking the environment and development to sustainable land management. We need to be clear-sighted and aware that the current global environmental catastrophe is entirely man-made and that, if viable solutions are to be found, people must also be fully involved, which in turn requires an informed understanding of how people and their societies operate and can change the way they use and abuse the planet's natural resources. In this context, the SPI must acquire the skills needed to deal with the complexity of the human side of the equation.

At this stage, the group of scientists invited to join SPI focuses mainly on the environmental elements of the ecosystem (soils, land use, drought, etc.). It is therefore necessary for the SPI to also include development experts with expertise in gender; human rights; indigenous peoples; behavioural and transformative change; sociology; anthropology; governance; and political science.



With regard to the concept of neutrality, the indicators of land cover, productivity and carbon sequestration were politically inspired by analogy with climate indicators. But they are too exclusively bio-physical to be able to take into account the full dimension of neutrality as it should be included in the Desertification Convention in terms of development.

At this stage, the group of scientists invited to join SPI focuses mainly on the environmental elements of the ecosystem (soils, land use, drought, etc.). It is therefore necessary for the SPI to also include development experts with expertise in gender; human rights; indigenous peoples; behavioural and transformative change; sociology; anthropology; governance; and political science.

With regard to the concept of neutrality, the indicators of land cover, productivity and carbon sequestration were politically inspired by analogy with climate indicators. But they are too exclusively bio-physical to be able to take into account the full dimension of neutrality as it should be included in the Desertification Convention in terms of development.

It is regrettable that these indicators tend to be interpreted for their compensation dimension and tend towards land restoration and its specific, even opportunistic, operators, to the detriment of the other two levels of action, namely the avoidance and reduction of degradation, whose potential for achieving neutrality by small farmers is decisive and much more immediately beneficial to development. One of the SPI's tasks should be to balance these efforts and analyse their respective cost-benefit ratios.

Finally, with regard to soils, the droughts and floods that are raging around the world and which have devastated many European countries in recent months, they highlight the errors in soil management in terms of structure, texture and density, which affect their capacity to filter, permeate and store water, and which in turn affect their productivity and vulnerability. Times are changing and the urgency of the agricultural transition is growing. In this context, the most recent work on agroecology is tending to demonstrate, through tools such as TAPE (FAO) or the methodological guide published by the GTAE or the AVACLIM method, that agroecological approaches, including their human dimension, are likely to offer greater resistance to climatic hazards. Agroecology deserves greater attention from the SPI as one of the best tools for achieving neutrality with co-benefits for the most vulnerable.

